



UNE CRISE DE L'AUTORITÉ SCIENTIFIQUE ?

DOSSIER #2 : LE VIRUS DU FAUX

NOVEMBRE 2020

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

MESSAGE SCIENTIFIQUE : LES MÉCANISMES DU DOUTE ET DU FAUX ?

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

Dans un monde parfait, les autorités parleraient d'une seule voix, les gouvernants appliqueraient une seule politique – celle avérée la plus efficace –, et il y aurait unanimité dans la communauté scientifique ; nourries de chiffres exacts, les prévisions se confirmeraient chaque jour et l'opinion, disciplinée et confiante, appliquerait des consignes. La parole scientifique, invariable, accréditée par la communauté des chercheurs et des experts se déploierait sans obstacle. Il est évident que nous ne vivons pas dans ce monde parfait.

D'une part, nous découvrons que la production de la science n'est nullement synonyme de certitudes immédiatement applicables. Comme nous le rappelle Anne Sénéquier, « je ne sais pas », « je ne sais pas encore », « je ne suis pas de l'avis de mon collègue », « il faudra vérifier », « l'avenir nous le dira » font aussi partie de ce discours et il n'y a là aucune honte : contradictions et hésitations (amplifiées par celles du politique qui voudrait se réfugier derrière la légitimité des experts) se révèlent chaque jour.

Le discours scientifique souffre aussi d'un problème que nous pourrions appeler de « distribution ». Le fait, par exemple, que les chaînes d'information se soient mises à produire 80% d'émissions scientifiques ou parascientifiques pendant huit semaines a produit un phénomène de surinformation : non seulement la qualité de la réponse des « experts » sollicités (et ne parlons pas de leurs prédictions) baisse mécaniquement, mais l'honnête citoyen qui veut faire usage de sa raison est submergé. Comme il ne va pas vérifier les données de *The Lancet* ou comparer des données génomiques, il va se ranger au principe de l'autorité la plus vraisemblable. Ou celle qui flatte le mieux ses préjugés. Comme le montre Philippe Guibert, une compétition pour la visibilité aboutit à des contradictions, voire à des écoles adverses (« rassuristes » contre « 2° vague », par exemple), d'où confusion croissante dudit citoyen.

Enfin, il y a une question de « réception » de la science. Dès avant l'apparition du virus, nous savions que les réseaux sociaux étaient peuplés de gens qui doutaient de la rotondité de la terre ou de l'évolution, tandis que tout « discours officiel » sur les vaccins, le climat, l'homéopathie, la 5G, les compteurs Linky, le glyphosate ou toutes sortes d'ondes ou de produits chimiques suscitaient des tentatives de réfutations plus ou moins argumentées. Notamment dans des communautés qui se développaient sur les réseaux sociaux. En provoquant une peur inédite avec un scénario difficile à comparer à des expériences passées (le Covid-19 né d'une mutation génétique est par définition un ennemi « innovant »), le virus a renforcé les méfiances. Les politiques sanitaires aux résultats contrastés et les enjeux géopolitiques (Qui est responsable de la pandémie ? Quel système se montre le plus efficace pour la combattre ?) n'ont guère rassuré l'opinion. Il en résulte une crise de scepticisme générale. Après les diverses autorités politiques, médiatiques, ou autres, l'autorité scientifique subit une crise de méfiance dont traite le général Kempf.

Mais tout vide du doute appelle son plein de croyances de substitution. Qu'il s'agisse de désigner des coupables (les Chinois, les Américains, Big Pharma, Big Brother, Bill Gates, un laboratoire secret...), d'imaginer des remèdes miracles ou des politiques alternatives, de présenter des thèses qui expliquent les coïncidences troublantes ou les intérêts cachés, l'imagination semble inépuisable. De la simple affirmation des vertus curatives de telle plante aux théories élaborées sur la conspiration des industriels de la 5G qui auraient inventé la pandémie pour implanter leurs antennes... Et dès qu'une décision gouvernementale (confinement, port du masque, etc.) se réclame d'avis savants, elle suscite une double réaction presque automatique : a/ c'est une forme de contrôle destinée à nous surveiller et nous soumettre et b/ elle repose sur des données truquées et des thèses falsifiées. Auxquelles s'opposeraient des discours alternatifs et des connaissances que l'on nous cache. Méfiance envers le pouvoir et méfiance envers le savoir « officiel » produisent par compensation des formes d'influence sociale et de pseudoscience. Il ne suffit pas de les mépriser comme ridicules ou complotistes. Encore faut-il en comprendre les mécanismes.

FAUSSES CROYANCES ET RÉELLES DÉFIANCES

Par Dr Anne Sénéquier

Médecin, chercheuse à l'IRIS, spécialisée sur les questions de santé

Le maillon faible d'une épidémie, et à plus juste titre d'une pandémie, est le facteur humain. On peut tout analyser, tout connaître, tout contrôler dans la transmission d'une maladie, tout sauf comment le patient et la population vont réagir.

Lorsque le pathogène est bien connu, il est aisé de communiquer sur les mesures de précautions, les bonnes pratiques, ce qui est pertinent et ce qui est à éviter. Les consignes sont partagées par tous, suivies, et *a priori* efficaces. Ce n'est pas ce qui s'est passé en ce début d'année. La particularité de la pandémie 2020 est l'émergence d'un nouveau pathogène : un coronavirus. La communauté scientifique connaît déjà les coronavirus, famille virale qui sévit chez les animaux et qui par le passé a déjà saisi l'opportunité de sauter du monde animal aux humains. Cela ayant donné l'épidémie du SARS-Co en 2002 en Asie et le MERS-Co en 2012 au Moyen-Orient. Le Coronavirus du Covid-19 n'est évidemment pas le même que les épidémies précédentes, pas plus qu'il n'est identique à d'autres pathogènes provoquant des maladies respiratoires.

C'est ce qui a favorisé la multiplicité des discours dès le début de l'épidémie. Devant l'arrivée du nouveau coronavirus, la communauté scientifique s'est basée sur ce qu'elle connaissait déjà en matière de virus respiratoires à la transmission interhumaine, c'est-à-dire la grippe. La mesure la plus rapide et efficace à mettre en place pour répondre à cela était alors la distance physique entre les personnes. Dans un second temps, on s'est rappelé avec effroi que la grippe utilisait les enfants comme vecteurs de transmission privilégiés. Ils se contaminent entre eux et contaminent les adultes. Dans notre société à la recherche du « risque zéro », il était inconcevable de laisser planer une quelconque menace sur nos enfants. En Europe, les écoles ont fermé en même temps que le confinement a été mis en place pour deux semaines... qui se sont transformées en huit semaines.

Au même moment, le monde se questionnait sur la pertinence du port du masque. De nombreux pays occidentaux paniquaient devant une rupture de stock, alors que l'Asie se cachait sous les masques depuis le début de l'épidémie avec un succès que l'on ne pouvait que reconnaître. En Europe, la communauté scientifique et l'OMS se questionnaient. Un virus respiratoire certes, mais qui ne semblait pas aéroporté. La transmission se faisant par projection de gouttelettes lors de la parole et des éternuements, la distanciation physique était censée faire barrière à cela. Les autorités sanitaires redoutaient un faux sentiment de sécurité par le masque alors non recommandé de manière systématique pour la population générale. Le masque faisait débat, commençant par alimenter le doute de certains et d'entamer la crédibilité des autres.

Afin d'augmenter les connaissances, le monde scientifique a multiplié les recherches, les angles d'approches et les hypothèses à tester. Le processus usuel de la recherche qui s'inscrit dans un

temps long dans lequel se succède l'écriture, le financement, la recherche, le résultat, la présentation, la validation et enfin la publication. L'étape de la validation par les pairs est cruciale. C'est le moment où l'étude est littéralement disséquée. On évalue la méthodologie, le protocole, l'absence de biais dans les résultats, les conflits d'intérêts, le caractère reproductible des résultats... pour finalement accepter ou infirmer les conclusions après plusieurs allers-retours de questions entre l'équipe de recherche et la revue. Le tout ayant pour but d'éviter la publication de résultats qui pourraient se révéler faux ultérieurement...

Cette année, cette étape de confrontation avec le monde scientifique a été sacrifiée sur l'autel de l'urgence sanitaire. Certaines équipes ont publié leurs résultats sur internet avant même que ceux-ci soient validés. Repris très rapidement sur les réseaux sociaux, ils se sont inscrits dans la pensée collective. Pensée collective nourrie jusqu'à l'overdose de résultats parfois contradictoire, sans qu'à aucun moment ne soient donnés les outils pour faire la part des choses. Lorsque, quelques semaines plus tard, certains résultats se trouvent invalidés, on a vu tous les médias affirmer le contraire de ce qu'ils proclamaient à la Une moins d'un mois plus tôt. Qui croire et à quel moment ?

Au cours de l'année, on s'est notamment rendu compte que si elle était similaire à la grippe, le Covid-19 ne privilégiait pas les enfants comme vecteurs de transmission et que le masque était bien un outil supplémentaire nécessaire dans la majorité des contextes. Alors que ce discours ne fait que suivre la temporalité scientifique et médicale, sa discontinuité implique une perte de confiance. Comment croire et se saisir des messages de prévention lorsque ceux-ci changent au gré des semaines ? Aucune autorité sanitaire n'a été épargnée dans cette problématique, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui s'est retrouvée mise en cause au niveau international, aux ministères de la Santé mis en cause au niveau national.

L'OMS a été décriée tant pour son incapacité à obtenir des informations de la part de la Chine en début d'épidémie, que par son inaction et ses positions par rapport au masque. Mais souvenons-nous que l'organisation internationale n'a que le pouvoir que les États membres veulent bien lui donner - c'est-à-dire quasi aucun -, personne n'ayant envie d'abandonner sa souveraineté nationale au profit d'une organisation internationale soupçonnée d'être à la solde de « l'ennemi ». Peu importe dans cette histoire qui est l'ennemi, la Chine, l'industrie pharmaceutique, Bill Gates ou un autre. Le départ des États-Unis (premier financeur) de l'OMS, même s'il a été atténué par la prise en compte de la personnalité de son président l'ayant décidé, a été un coup supplémentaire dans son capital crédibilité.

En France, le ministère de la Santé a accumulé les erreurs dont la première aura été de ne pas avoir eu de réelle stratégie. Alors que l'urgence de santé internationale venait d'être déclarée par l'OMS,

l'exécutif français décidait de changer la tête du ministère de la Santé pour l'orienter vers une course à l'investiture parisienne perdue d'avance. La suite n'aura été qu'une accumulation de réactions subites, une accumulation de contraintes imposées sur la population sans aucune perspective. La décision française et majoritairement européenne d'évoquer l'épidémie de Covid-19 sur une temporalité de l'immédiateté n'a pas inscrit les mesures de prévention dans un temps long. En mars, le confinement a été annoncé pour deux semaines, alors que toutes les études prévoient déjà les huit semaines nécessaires. Cette accumulation de jours et de « semaines » n'a pas permis aux Français de se projeter dans la « nouvelle normalité » qu'impose aujourd'hui l'endémie de Covid-19. Les Français sont las de n'avoir aucune visibilité sur leur avenir proche ou lointain. S'il y a bien sûr eu consensus auprès de la population pour protéger ses vulnérables, au fil du temps, ceux-ci ont pris une nouvelle définition : alors qu'au printemps on protégeait nos enfants et nos anciens, aujourd'hui la vulnérabilité n'est plus seulement sanitaire, mais aussi économique. Ainsi, une part très importante de la population se retrouve aujourd'hui dans la dialectique se résumant à « je travaille ou mon activité fait faillite ». Il est alors très complexe de demander à certains de se sacrifier économiquement sur les dires d'une autorité à laquelle on ne croit plus. D'autant plus que le temps d'incubation du Covid-19, associé au temps de déclaration d'une forme grave, impose un délai de latence de quasi un mois entre une mesure appliquée et ses potentiels résultats. Il est ainsi demandé de faire un effort maintenant, pour un éventuel mieux le mois prochain...

Les critiques se déchaînent ainsi sur les réseaux sociaux dénués de toute analyse concrète, véritable « prêt-à-penser » qui s'immisce dans la pensée collective, d'autant plus lorsqu'elle émane d'un utilisateur aux nombres de followers faisant pâlir d'envie le ministère de la Santé.

Au milieu de cette cacophonie médiatique, circule toute une myriade de fausses rumeurs, qui, parfois traités de la même manière par les médias sous couvert de « neutralité de la presse », ne permettent plus de faire la différence entre le vrai et le faux... La problématique de la définition du lien de causalité est essentielle. Non, boire de la javel n'est pas une bonne mesure de prévention contre ce virus (c'est même très dangereux), pas plus que prendre des bains chauds ou mettre du poivre dans ses repas ! L'efficacité des mesures de prévention préconisées est multifactorielle, ce qui rend l'analyse plus complexe et favorise les controverses.

Le résultat de tout cela est aujourd'hui une perte de confiance de la population envers son exécutif... qui pousse celui-ci vers la voie des mesures contraignantes. Ce sont ainsi des mesures barrières que l'on questionne et que l'on n'applique plus, et un nombre de nouveaux cas qui augmente et un cercle vicieux qui s'installe.

Aujourd'hui, il est urgent pour l'exécutif, au niveau local, régional, national et international de regagner la confiance de la population. Communiquer sur le temps scientifique, sur la dualité de l'approche : d'un côté, elle est prospective avec un ajustement des politiques basé sur la constatation de ce qui fonctionne ou pas ; de l'autre, elle est dans la prévention en se basant sur les connaissances actuelles (mises à jour quotidiennement) pour émettre des mesures. Communiquer sur la temporalité du Covid-19, sur la nécessaire coopération au niveau international bien sûr, mais aussi au niveau individuel. Communiquer sur l'importance de la prévention dans une épidémie où il n'y a à ce jour ni traitement ni vaccin spécifique validé à ce jour. Communiquer sur le fait que la prévention est notre seul outil actuel nous permettant d'espérer atteindre les 28 jours consécutifs sans aucun cas au niveau mondial pour déclarer la fin de la pandémie... Sans confiance, il n'y a aucune chance de l'atteindre.

De Martigues à Gao, en passant par Melbourne et Culiacan, tout le monde connaît aujourd'hui les mesures barrières. Il est important de donner à la population les outils pour pouvoir les utiliser correctement et prendre les bonnes décisions. Pour que le plus rapidement possible, nous puissions parler du Covid-19 au passé. ■

LE « MAL SANITAIRE » EST VENU DE LA SCIENCE

Par Philippe Guibert

Enseignant et consultant,
ancien directeur du Service d'information du gouvernement,
auteur de « La tyrannie de la visibilité » (VA Éditions, 2020)

Les rebouteux et autres colporteurs de fausses nouvelles n'ont pas attendu Internet pour proposer de faux remèdes ou bien accuser au Moyen-Âge les juifs d'empoisonner les puits. La « santé publique » est de longue date un terreau privilégié pour les rumeurs, le complotisme et la diffusion des « fake news » - ce que l'on appelait en bon français, avant que Donald Trump installe ce nouveau mot obsédant dans notre *globish* courant, des manipulations ou de la désinformation.

Mais l'importance cruciale que la science médicale a prise dans nos vies, couplée au pouvoir de diffusion d'Internet d'abord, puis des réseaux sociaux, leur a donné si on ose dire une nouvelle jeunesse, et plus encore une nouvelle force. On se souvient des effets catastrophiques d'une étude, sciemment manipulée par le docteur Wakefield, sur la dangerosité supposée du vaccin contre la rougeole, étude pourtant publiée en 1998 dans la « prestigieuse » revue *The Lancet*. Cette dernière attendit d'ailleurs 2010 pour se rétracter... Entre temps, la « rumeur » avait provoqué la reprise de cette maladie dans nombre de pays, jusqu'à ces dernières années. La grippe H1N1 en 2009 fut aussi l'occasion d'un beau « complotisme sanitaire », par un « récit » viral dénonçant la collusion de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et des labos pharmaceutiques pour diffuser, sinon créer, ce virus et en tirer profit.

Qu'en est-il du Covid-19, pandémie mondiale qui arrive en plein triomphe de la post-vérité de l'ère numérique, où le pouvoir généralisé de s'exprimer permet souvent d'asséner « sa » vérité, contre celle des autorités, notamment scientifiques ? En France, c'est la « mal information » et la confusion qui l'ont emporté, plutôt que la désinformation.

Bien entendu, cette pandémie a vite provoqué son lot de rumeurs, de récits douteux ou franchement complotistes, sur l'origine artificielle du virus comme sur les intérêts en jeu des labos et d'autres acteurs. Mais là n'est pas, selon nous, le phénomène le plus marquant du moment que nous vivons – lequel n'est pas clos, loin de là, au vu de la force de sa deuxième vague, en Europe... L'adhésion à de grossières *fake news* ou à des histoires à dormir debout, ou encore à un mouvement anti-masques plus que groupusculaire, a été en France recouverte par une bataille rangée entre scientifiques qui a influencé l'opinion.

La brèche dans la crédibilité de l'autorité scientifique s'est ouverte dès le printemps dernier avec la dissidence du professeur Raoult, à l'occasion de la controverse autour du traitement qu'il proposait avec la désormais fameuse chloroquine. Le premier, il a compris que l'influence passait désormais bien moins par la publication d'études dans des revues scientifiques à comité de lecture, avec jugement par les pairs, que par l'expression directe sur internet, notamment par des vidéos YouTube, puis par la présence sur les plateaux des chaînes d'info. Notre professeur a emprunté ainsi

le chemin que d'autres contestataires des autorités, y compris sanitaires, avaient déjà utilisé avec un certain succès, par exemple les tenants de la « médecine naturelle » hostiles à la médecine scientifique et à l'usage des médicaments, tels qu'ils se pratiquent dans les cabinets médicaux et les hôpitaux. Mais notons que ces derniers étaient restés dans la clandestinité relative des réseaux sociaux, sans avoir accès à la respectabilité des plateaux télé. Didier Raoult, par l'écho de ses propos dissonants et sa réputation de scientifique mondiale, est devenu un interlocuteur quasi obligé, jusqu'à l'été, des médias les plus respectés.

Si aujourd'hui, ses oracles sont moins écoutés et recherchés, par perte de crédibilité de son traitement suivi nulle part dans le monde occidental, il est clair qu'il a donné envie à nombre de scientifiques ou de médecins en recherche de visibilité de répondre aux invitations des plateaux télé et de s'exprimer sur les réseaux sociaux. La France a ainsi connu cet été une interminable polémique numérique et médiatique sur l'existence et la portée de la reprise de l'épidémie et donc sur l'existence ou non d'une deuxième vague. À tel point qu'au moment même où le pays est reconfiné, où le taux de positivité des tests approche des 20% et où les hôpitaux commencent à être débordés, pas moins de 400 scientifiques ont signé une tribune contestant l'existence d'une deuxième vague et la nécessité d'un reconfinement... La France semble le seul pays européen à connaître une telle absence de consensus minimum des milieux académiques. Ce qui n'est pas sans conséquence, bien sûr, sur l'esprit public et le comportement sanitaire des citoyens.

À la sortie du premier confinement, en mai dernier, la plupart des Français étaient convaincus qu'une deuxième vague épidémique allait arriver sous brefs délais, or elle n'eut pas eu lieu. À partir de ce moment-là, les « pessimistes » ont eu beaucoup de mal à se faire entendre et ont été bientôt battus en brèches par ces scientifiques qu'on appelle les « rassuristes », ceux qui ont relativisé ou nié le danger et la gravité d'une rechute épidémique. « Rassuristes » d'autant mieux entendus que leurs discours ne pouvaient en effet que conforter dans l'idée que l'épidémie était, pour l'essentiel, dernière nous, sinon qu'elle était terminée. Pourquoi dès lors s'inquiéter et respecter à la lettre les consignes sanitaires, surtout quand on se sent peu vulnérable ? Les pouvoirs publics sanitaires eux-mêmes avaient mal préparé la rentrée en négligeant la logistique de la chaîne test/traçage/dépistage... Cette fois, ce sont les « rassuristes » qui ont eu tort !

Le long déni de réalité de cette seconde vague a laissé des traces. La parole scientifique est désormais moins crédible, qu'elle soit d'ailleurs optimiste ou pessimiste. C'est le scepticisme qui semble dominer, au moment où l'État demande aux Français de se cloîtrer chez eux à nouveau.

La France a perdu de vue la réalité sanitaire dans une profusion d'avis divergents sur une épidémie par nature mal connue, puisque très récente, où nombre de scientifiques et de médecins ont voulu

jouer à qui prévoirait le premier ce qui allait se passer. Dans ce concours à la visibilité, tout le monde ou presque aura perdu, et l'autorité scientifique en tout premier lieu. ■

UNE AUTORITÉ SCIENTIFIQUE DISPARUE ?

Par Olivier Kempf

Directeur associé du cabinet de synthèse stratégique La Vigie,
chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

La crise de Covid-19 affecte en profondeur l'année 2020. Cependant, si les conséquences géopolitiques sont relatives, si les conséquences économiques sont énormes, la pandémie a accéléré un autre mouvement, plus discret et moins évident : celui de la perte de confiance envers l'autorité scientifique.

Permanences et accélérations

D'une part, les tendances lourdes du monde d'avant ont persisté. Certes, quelques-uns ont saisi des opportunités, comme la Chine qui en a profité pour accélérer sa maîtrise de Hong-Kong ou l'Arabie saoudite qui a tenté de s'exfiltrer du Yémen. Le bilan médical de la pandémie sera lourd, mais sans constituer par lui-même un choc démographique déstabilisant, à l'image de la grande peste ou des ravages microbiens lors de l'invasion des Conquistadors. En revanche, les conséquences économiques de l'arrêt de la production mondiale pendant deux mois seront très sensibles et nous mettrons deux ou trois ans à les surmonter.

D'autre part et hormis la question économique, la crise a accéléré des phénomènes qui prévalaient. Mentionnons ici la prégnance accélérée des outils numériques, la radicalisation de la crise intérieure américaine ou encore une radicalisation politique mondiale au profit d'une lecture systématique de communautés séparées sur la base de la couleur de peau, du genre ou de la position victimaire.

Débat scientifique

Au chapitre des accélérations, le débat scientifique est arrivé sur la place publique. Il a pris des détours surprenants pour se concentrer sur les questions de médecine. Il est vrai que le confinement nous y forçait, puisque nous avons tous essayé de comprendre ce virus qui suscitait une réaction aussi radicale que la mise à l'abri de populations entières.

Ainsi, les virus ne sont pas des microbes, la transmission de virus d'animaux à l'homme est chose courante, notre patrimoine génétique s'améliore au fur et à mesure des résistances acquises par la rencontre préalable d'autres virus et maladies, etc. Accessoirement, ces virus se répandent plus facilement grâce à la mondialisation puisque celle-ci passe par des échanges beaucoup plus nombreux que par le passé.

Mais ces explications n'ont pas suffi. Il nous a fallu comprendre comment nous en étions arrivés là : passons sur l'impréparation et la faiblesse des moyens (de lits, de respirateurs, de masques, de tests, ces derniers n'étant toujours pas opérés en assez grand nombre) qui ont suscité leur lot de polémiques. Rapidement, la question a tourné autour des moyens de traiter ce virus, aujourd'hui et

demain. Les autorités nous ont promu des tests cliniques de traitements qui étaient faits au niveau européen et dont nous devions avoir les premiers résultats en avril. Constatons que les résultats sont décevants, non seulement parce que les solutions n'ont pas été trouvées, mais aussi parce que l'ampleur des tests a déçu.

L'affaire de la chloroquine

Alors est intervenu un personnage haut en couleur, le professeur Raoult, initialement présenté comme un des grands spécialistes mondiaux d'infectiologie. Il prônait un traitement précoce à base de chloroquine et expliquait qu'il obtenait de bons résultats. La planète médiatique prit alors feu. Avec son air de Panoramix, on avait l'impression du druide du village gaulois résistant à l'envahisseur, tandis que les élites poussaient des cris d'orfraie face à cet hérétique qui suivait sa propre voie. Dans cette nouvelle bataille d'Hernani, chacun pouvait avoir son avis d'autant plus que le « Conseil scientifique » mis en place par le gouvernement avait des avis qui semblaient évoluer au gré des circonstances.

Un peu plus tard, une étude tout aussi fracassante était publiée par une revue médicale de renom, *The Lancet*. Elle s'appuyait sur du *Big data* et concluait à l'ineptie des traitements par chloroquine. Le Conseil sanitaire décidait aussitôt qu'il fallait l'interdire (médicament utilisé depuis trois quarts de siècle contre le paludisme en Afrique et dont on ne savait pas qu'il présentait jusqu'alors de si grands dangers). Comme dans tout bon vaudeville, on apprenait une semaine plus tard que l'étude avait été « bidonnée » et que les statistiques avaient été inventées par une société plus mercantile que médicale : *The Lancet* retirait la publication et l'OMS son avis contre la chloroquine.

Précisons ici que nous n'avons aucune idée du bien ou du mal fondé de ce médicament, mais qu'il est révélateur de bien des choses.

Autorité scientifique

Allons au fait : ces affaires, aussi bien celle de la pandémie que de la chloroquine, révèlent la fin de l'autorité scientifique. Voilà une nouveauté dont on discernait pourtant les signes, mais qui est désormais établie.

Elle n'est pas surprenante tant les « autorités » traditionnelles se sont affaiblies : ce fut le cas des religions (relisez Marcel Gauchet sur le désenchantement du monde), des idéologies, des syndicats, des partis politiques ; il y eut le déclin de la presse, celui de l'école, celui de l'hôpital. Toutes ces institutions, toutes ces autorités morales se sont peu à peu affaïssées. Voici d'ailleurs une des causes de la fin de l'universalisme.

La dernière autorité restait l'autorité scientifique. Les savants, du fait de leurs longues années d'études, de leur rare prise de parole publique, de leur rigueur, mais aussi du reliquat d'un certain positivisme, hérité d'Auguste Comte, gardaient leur crédit. Nous croyions tous encore un peu au progrès, avec une part de raison.

Le progrès, toujours le progrès

En effet, nous avons évolué à propos du progrès. Nous avons compris que le progrès scientifique n'entraînait pas, contrairement aux illusions des siècles passés, un progrès social. Pour autant, nous savons bien que le progrès scientifique continue (même s'il est de moins en moins compréhensible) et surtout, nous observons dans notre vie quotidienne l'irruption du progrès technologique. Cela passe bien sûr par les technologies numériques (nous ne parlons pas bien sûr de l'ultime version de votre ordiphone qui appartient plus au domaine du marketing que de la technologie), mais pas uniquement : nos avions, nos voitures, nos outils, nos soins se sont améliorés. Nous attribuons ce progrès technologique au progrès scientifique. Et il est vrai que la science continue son œuvre et que la réponse scientifique à la pandémie a été remarquable, puisqu'on a isolé l'ADN du virus en quelques semaines et que les prototypes de vaccin sont testés partout. Jamais dans l'histoire de l'humanité une maladie nouvelle n'aura été traitée aussi rapidement. Et pourtant...

Impatience et défiance

Par impatience, nous comprenons mal que nous n'y soyons pas arrivés plus vite. Rappelons qu'on n'a toujours pas de vaccin contre le Sida, apparu il y a quarante ans, et qu'on traite difficilement les cancers et Alzheimer...

Surtout, nous avons une certaine défiance envers l'aristocratie scientifique. Les premiers signes sont anciens : sans même évoquer les platistes (persuadés que la terre est plate), pensez à la controverse sur le changement climatique ou celle des *antivax* (anti-vaccins). Des parts toujours plus importantes de la population tiennent des discours (et adaptent parfois leurs comportements) sur la base de conceptions scientifiques manifestement erronées. Encore ne s'agit-il là que d'opinions, considérées comme marginales même si elles ont pris de l'ampleur grâce aux réseaux sociaux.

Avec la chloroquine (dans un contexte de confinement), c'est la population entière qui a pris parti, sachant que les démonstrations des uns et des autres ne convainquaient pas. De plus, la parole des « experts », qu'il s'agisse des membres des différents conseils scientifiques ou académies, laboratoires ou universités, a semblé être altérée par des intérêts externes, politiques ou pécuniers

ou tout simplement d'ego. Les déclarations flamboyantes de l'un, condescendantes des autres ont toutes contribué au malaise.

Au fond, la science bénéficiait encore d'une image de neutralité qui lui donnait son autorité. Personne ne lui reproche son incertitude, car son objet consiste justement à dissiper, lentement et à tâtons, mais avec méthode, cette incertitude. Mais on reproche à ceux qui s'en prévalent de ne pas toujours respecter cette neutralité qui fonde le bien commun, de verser dans l'émotion, d'en faire l'objet de parti, donc de partition, donc de division. Ils ont abîmé l'autorité, une des dernières qui nous restait. C'est dommage, car le mal fait ne pourra être réparé.

Pour conclure

Ce propos n'est-il pas un peu sévère ? La science ne continue-t-elle pas, vaille que vaille, obtenant des résultats sans cesse plus étonnants ? Si, bien sûr, et l'attribution récente du prix Nobel de chimie à une chercheuse française nous le rappelle, elle qui mit au point la technique du CRISPR/Cas9 qui permet de réaliser du génie génétique. Observons que ce travail scientifique se fait dans l'ombre, entre experts qui ne sont pas contestés. Au fond, l'autorité scientifique pâtit d'être propulsée au-devant de la scène publique, que ce soit par le politique, par les médias, par l'émotion. La science poursuit son chemin, elle ne tolère plus en revanche d'être confrontée au débat public qui tourne souvent à la polémique (car voici au fond un des grands défauts de l'époque : celui de ne plus avoir de débat, mais seulement des polémistes qui ne s'écoutent pas réciproquement).

Pour autant, peut-elle s'en abstraire ? Car des débats récents se font jour qui manquent visiblement de culture scientifique : par exemple celui sur l'alternative des énergies renouvelables par rapport à l'énergie nucléaire, ou la polémique entourant le déploiement de la 5G qui serait anti-écologique et mauvaise pour la santé (on connut un peu la même chose avec les éoliennes ou les compteurs Linky).

La science est donc placée au milieu d'une contradiction : celle de ne pouvoir trop interférer dans le débat public, mais de ne pas non plus le négliger complètement... ■

UNE CRISE DE L'AUTORITÉ SCIENTIFIQUE ?

DOSSIER #2 : LE VIRUS DU FAUX - Novembre 2020

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE
> FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE
> DR ANNE SÉNÉQUIER
> PHILIPPE GUIBERT
> OLIVIER KEMPF

DOSSIER DIRIGÉ PAR FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE, DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS DÉVELOPPÉ DANS LE CADRE DE L'OBSERVATOIRE (DÉS)INFORMATION ET GÉOPOLITIQUE AU TEMPS DU COVID-19 DE L'IRIS.

INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis, rue Mercœur
75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

@InstitutIRIS
iris-france.org

